

Bulletin de veille n°137 - 04/12/2008

English section below

Bonjour à tous,

Veillez trouver ci-dessous la veille sur le développement rural n°137 : des références sur la crise alimentaire et le phénomène de « néocolonialisme agraire » ; des articles sur les politiques agricoles, en Afrique et en Europe ; sur l'assurance agricole ; sur le coton OGM...

Bonne lecture et bien à vous,

L'équipe d'Inter-réseaux Développement rural

www.inter-reseaux.org/

Ressources en ligne

Crise alimentaire

Jongler avec l'aide d'urgence et le développement à long terme

IRIN, 3 décembre 2008

Émeutes de la faim dans les villes à la une des médias : et quid des 925 millions de personnes, principalement des ruraux paysans, qui ont faim depuis plusieurs décennies ? Crise alimentaire conjoncturelle ou structurelle ? "Répondre aux besoins de l'urgence implique souvent de détourner des fonds, du temps et des ressources humaines qui pourraient être consacrés à des programmes de développement durable à long terme dans l'agriculture, le développement économique, la société civile, l'émancipation des sexes, la santé et autres". Or ce sont ces mêmes programmes qui pourraient aider à éviter le cercle vicieux de la dépendance. Autrement dit, s'achemine-t-on vers l'équation « Urbains versus ruraux » = « Urgence versus développement ? »

<http://www.irinnews.org/fr/ReportFrench.aspx?ReportId=81586>

Pour une révolution de la pratique agricole

B. Parmentier, Directeur de l'École supérieure d'agriculture (ESA) d'Angers, 19 novembre 2008

Après la guerre, l'agriculture a été confiée à la FAO. Aujourd'hui, elle dépend de l'OMC qui a expliqué aux pays du Sud qu'ils n'avaient qu'à importer et se concentrer sur ce qui rapporte des dollars : coton, cacao, arachide... Or les 925 millions de gens qui ont faim sont des paysans. Si dans l'imaginaire de certains la faim est un phénomène urbain, ce sont en réalité des paysans qui meurent aujourd'hui de faim, en silence. Il faut cesser de les empêcher de se nourrir eux-mêmes ! Il y a urgence à révolutionner la pratique agricole, et les OGM ne sont assurément pas la solution.

<http://www.arte.tv/fr/accueil/Comprendre-le-monde/Crash-alimentaire/2315586,CmC=2317896.html>

Foncier

Vers un crash alimentaire

NouvelObs.com, novembre 2008

«Les Chinois ont déjà épuisé la nappe superficielle, déclare Lester R. Brown, président du Earth Policy Institute, un organisme de recherche indépendant. Ils sont maintenant en train de pomper l'aquifère profond. Quand ils ne pourront plus irriguer leurs terres, ils devront importer des quantités considérables de céréales.» Dans la seule ville de Pékin, la grande distribution écoule une quantité de nourriture équivalente à celle de l'Espagne. Importer, ou déterritorialiser leur agriculture (d'autres parlent de « néocolonialisme agraire »). En louant et en achetant des terres à l'étranger pour y produire de la nourriture. La Chine est en pourparlers avec de nombreux pays (Birmanie, Laos, Cuba, Brésil, Russie).

http://teleobs.nouvelobs.com/tv_programs/2008/12/2/chaîne/arte/21/0/vers-un-crash-alimentaire

Main basse sur les terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière

GRAIN, octobre 2008

La synergie actuelle entre crise alimentaire et crise financière a déclenché un nouvel « accaparement des terres » au niveau mondial. D'un côté, des gouvernements préoccupés par l'insécurité alimentaire qui recourent à des importations pour nourrir leurs populations s'emparent de vastes territoires agricoles à l'étranger pour assurer leur propre production alimentaire offshore. De l'autre, des sociétés agro-alimentaires et des investisseurs privés, affamés de profits dans un contexte d'aggravation de la crise financière, voient dans les investissements dans des terres agricoles à l'étranger une source de revenus importante et nouvelle. De ce fait, des terres agricoles fertiles sont de plus en plus privatisées et concentrées. Si elle devait rester incontrôlée, cette main basse sur les terres à l'échelle planétaire pourrait sonner le glas des petites exploitations agricoles et des moyens de subsistance des ruraux dans bien des régions du monde.

<http://www.grain.org/briefings/?id=213>

GOANA - Sénégal

Le mensonge statistique est un crime économique

M. Diop, président du groupement agricole les laboureurs, Sud Online, 28 octobre 2008

Cet article pose des problèmes de fonds, loin d'être spécifiques au pays qui y est mentionné : les chiffres ne sont que des chiffres, et tant qu'on ne caractérise pas précisément ce qu'ils mesurent, qu'on reste flou sur les objets mesurés et analysés, cela laisse la liberté de leur faire dire tout, ou son contraire d'ailleurs, et à son avantage tant qu'à faire. Par ailleurs, l'article s'étonne de la capacité à annoncer des chiffres incohérents, sans que cela pose de problème, en tous cas pas à ceux qui les énoncent (par méconnaissance, arrogance ? La question demeure). Pour des praticiens, techniciens ou chercheurs qui voient leurs avis non écoutés, oubliés, voire détournés, la comédie devient amère. Pour d'autres, ils ont faim, et le raisonnement ne nourrit pas son homme.

<http://www.sudonline.sn/spip.php?article14677>

Agro-business

Sécurité alimentaire et agrobusiness : expériences et perspectives pour le Burkina Faso

Exposé DCE-MAHRH à la conférence, débat organisée dans le cadre des journées de l'entreprenariat burkinabè, 11 novembre 2008

Une offensive explicite pour expliquer l'intérêt de l'agro-business. L'agro-business, c'est donc un modèle qui repose sur : 1) des exploitations « modernes » ayant un minimum d'investissement (reste à préciser à quel niveau se situe ce « minimum » et où se situe la modernité - dans des systèmes d'après guerre hautement consommateurs et coûteux en énergie et intrants, ou dans des systèmes de production durables ? ; 2) de la « main d'œuvre essentiellement occasionnelle et féminine » (sans commentaire) ; 3) des « rendements élevés » pour exporter les produits car « l'un des principaux défis pour l'agrobusiness réside dans le développement des exportations : la demande y est bien plus large et plus riche que le marché intérieur » (les locaux n'auront qu'à aller se nourrir ailleurs) ; 4) des « investissements venant de l'étranger » (pas besoin de se demander où iront les bénéfices). Quel intérêt d'un modèle de production fournissant peu de travail, tourné vers l'export, au bénéfice de quelques investisseurs ? Les burkinabè pourront aller voir comment ça se passe du côté du Brésil, pays où ce modèle agro-exportateur y fonctionne à plein : une belle démonstration où « l'exposition des opérateurs locaux à la concurrence internationale et aux rigueurs du marché international favorise les effets d'émulation, l'absorption des innovations et donc la compétitivité des secteurs de produits exportables »... Ils pourront regarder aussi au Burkina Faso même comment des « paysans non évolués » (par rapport aux paysans « évolués » dont il est question dans cette communication) ont été capables de produire dans des conditions peu favorables, et comment, si leurs produits trouvaient des preneurs, ils seraient capables d'augmenter leurs productions...

Il semble nécessaire et urgent que les organisations paysannes préparent de même des argumentaires et « armes » pour donner leur vision de l'avenir et ... des exploitations familiales.

http://www.me.bf/index.php?option=com_remository&Itemid=27&func=fileinfo&id=181

Arachide - Sénégal

Commercialisation de l'arachide : Le prix passe de 150 à 165 FCFA le kilogramme

Le Soleil, 30 novembre 2008

Après un long retard qui a soulevé bien des interrogations, le Comité national interprofessionnel de l'arachide (CNIA) a finalement annoncé que le prix du kilogramme d'arachide au producteur est fixé pour l'année 2008 à 165 FCFA, sans subvention de l'État cette année. Malgré son augmentation, ce prix est jugé dérisoire et non rémunérateur par les producteurs. La campagne de commercialisation de l'arachide démarre le 8 décembre.

http://www.lequotidien.sn/index.php?option=com_content&task=view&id=2940&Itemid=10

LOA – Burkina Faso

Politique agricole au Burkina Faso - Les paysans veulent une loi

allAfrica.com, 5 novembre 2008

Une Loi d'orientation agricole (LOA) pourrait résoudre les difficultés et harmoniser les objectifs poursuivis par les paysans. C'était l'une des attentes de l'atelier d'information et de formation organisé à Ouagadougou par la Confédération Paysanne du Faso (CPF) à l'intention de ses membres. Ainsi, pour expliquer aux participants ce que peut être une loi d'orientation, des contenus et des démarches pour aboutir à son élaboration, la CPF s'est inspirée d'exemples au Mali, au Sénégal et en France.

<http://fr.allafrica.com/stories/200811050135.html>

LOA – Côte d'Ivoire

La côte d'Ivoire prépare son projet de loi d'orientation

allAfrica.com, 2 novembre 2008

Un atelier de restitution de l'évaluation du Plan directeur de développement agricole 1992-2015 et de concertation sur la méthodologie en vue de l'élaboration de l'avant-projet de loi d'orientation agricole (LOA) s'est tenu fin octobre à Abidjan, à l'initiative de la FAO.

Le projet de LOA ivoirienne va définir dans un contexte de relance post-crise, la politique agricole du pays en tenant compte des objectifs suivants : l'amélioration de la compétitivité, notamment par l'accroissement de la productivité ; la recherche de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaire ; la diversification des productions agricoles ; le développement de la pêche et la réhabilitation du patrimoine forestier.

<http://fr.allafrica.com/stories/200811031009.html>

PAC

Petite histoire de la PAC

Lucien Bourgeois, Agrobiosciences, Octobre 2008

La Politique agricole commune (PAC) de l'Europe n'est pas née d'une subite sagesse des nations européennes dans l'euphorie de l'après-guerre. Elle n'est ni une aberration bureaucratique décidée par des technocrates irresponsables ni une utopie idéaliste pensée par des politiques loin des réalités. Elle est une réponse stratégique à une situation de crise internationale par des hommes politiques qui avaient la mémoire du passé : des affres de la pénurie pendant les guerres, de l'effondrement des prix des produits agricoles après la crise de 1929.

Voilà une petite histoire de la PAC que nous conte Lucien Bourgeois, économiste à l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture, histoire de nous rafraîchir la mémoire.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2516

Réforme de la PAC : un compromis délicat, des ambitions revues à la baisse

Revue de presse, Agrobiosciences, 21 novembre 2008

Une réforme dans la « douleur », « d'après négociations », des « changements moins ambitieux ». La presse se fait l'écho de l'intense négociation entre les ministres de l'agriculture des 27 États membres de l'Union européenne sur la réforme de la Politique agricole commune (PAC). Un « marathon » qui a finalement abouti ce jeudi à un accord adopté à la majorité qualifiée et applicable dès 2009. Certes, les changements sont moins ambitieux que ceux proposés en mai dernier par la commissaire à l'Agriculture Mariann Fisher Boel. Ce « bilan de santé », premier gros réaménagement de la PAC depuis cinq ans, n'est qu'une première étape dans une réforme de plus grande envergure, prévue pour 2013.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2534

Réforme de la PAC : Pourquoi soutenir les revenus agricoles ?

H. Guyomard, G. Choplin, Alternatives Economiques, mars 2008

Au-delà du débat sur les outils, ce dialogue pose celui des objectifs d'une Politique agricole. Faut-il soutenir les revenus agricoles (ie. une catégorie socioprofessionnelle particulière) ? Stabiliser les cours des produits agricoles ? Un objectif public légitime pour le bénéfice des producteurs, des investisseurs, des consommateurs ? Protéger l'environnement ? Développer harmonieusement des territoires ? Équilibrer des rapports de force dans les filières ? Assurer la sécurité alimentaire ? Installer des jeunes ? En fait, quelles priorités ? Et aussi, quelle compatibilité d'une Politique agricole commune alors que les États ne raisonnent pas en terme d'intérêt européen mais de considérations nationales ?

http://alternatives-internationales.fr/reforme-de-la-pac---pourquoi-soutenir-les-revenus-agricoles-fr_art_691_35975.html

APE – Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire signe un APE "d'étape" avec l'Union européenne, la société civile dénonce

Ouestafnews, 27 novembre 2008

L'Union européenne (UE) et la Côte d'Ivoire ont signé mercredi 26 novembre 2008 un accord de partenariat économique (APE) d'étape, le premier du genre à être conclu entre l'UE et un partenaire commercial africain. En Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire et le Ghana, menacés de se voir interdits l'accès au marché européen, ont été contraints d'accepter de signer des APE dits "intérimaires" alors que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dont les deux pays sont membres, avait rejeté l'offre en bloc.

http://www.ouestaf.com/La-Cote-d-Ivoire-signe-un-APE-d-etape-avec-l-Union-europeenne,-la-societe-civile-denonce_a2174.html?PHPSESSID=d65e4a6041d412b184aa8ef924f367f4

Coton OGM

Visite de champs de coton OGM : L'espoir renaît à Sapouy

Lefaso.net, 20 novembre 2008

En marge d'une réunion plénière du Comité consultatif international du coton, les participants ont visité des champs de coton transgénique, et de coton conventionnel afin de mieux mesurer les avantages de l'application de la technologie Bt sur le cotonnier. Des différences entre le coton conventionnel et le coton transgénique apparemment "incontestables"...

<http://www.lefaso.net/spip.php?article29740&rubrique3>

Vote du projet de loi "sécurité en biotechnologie"

CNOP, novembre 2008

C'est à 108 contre 20 voix que les députés ont voté le projet de Loi intitulé : « Sécurité en Biotechnologie » au Mali. Une décision que désapprouve la Coordination Nationale des Organisations Paysannes (CNOP). Celle-ci n'entend pas désarmer afin d'empêcher le Mali à aller vers la dépendance semencière et d'éviter les risques liés à la consommation des OGM. Elle prévoit de descendre dans les villages et même les hameaux pour dire aux paysans que leurs intérêts ne sont pas défendus au niveau de l'Assemblée nationale.

<http://www.cnop-mali.org/spip.php?article83>

Transformation des produits agricoles

Campagne de soutien aux transformatrices de céréales

Afrique Verte, novembre 2008

Depuis plusieurs années Afrique Verte soutient la professionnalisation des femmes dans les activités de transformation de céréales locales brutes en produits raffinés "prêts à l'emploi", pour répondre à l'enjeu actuel qui est de nourrir les villes au Sahel. Voilà deux nouveaux documentaires de plaidoyer en faveur de la transformation des céréales au Sahel. A regarder !

<http://www.afriqueverte.org/index.cfm?rub=-1&theme=2&categ=1&actu=91>

Lutte contre la diversification

La lutte contre la désertification dans les micro projets de développement dans le Sahel - Techniques et coûts associés

CILSS, novembre 2008

La désertification est définie par les Nations Unies comme « la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et sub-humides sèches ». Les changements climatiques devraient accentuer ces phénomènes de dégradation mais des techniques simples peuvent rendre la désertification réversible. Beaucoup de micro projets de lutte contre la désertification se focalisent sur le reboisement d'espaces dénudés. Le reboisement est une action pertinente mais assez délicate à pérenniser (entretien et divagation animale). Sur cette plaquette de 2 pages, sont présentées quelques techniques simples et éprouvées qui peuvent contribuer à la lutte contre la désertification en association ou en remplacement du reboisement. Ces actions ont un coût de réalisation équivalent ou inférieur au reboisement et permettent de s'adapter à la sécheresse.

http://www.cilss.bf/actu/actu.php?id_article=226

Assurance agricole

Micro-assurance agricole : la sécurité en prime

Spore n°137, CTA, octobre 2008

L'assurance agricole aide à amortir les risques, mais les polices d'assurance classiques sont souvent trop chères pour les petits agriculteurs. Divers mécanismes sont actuellement à l'étude pour faciliter leur accès à ce mode de gestion du risque.

http://spore.cta.int/index.php?option=com_content&task=view&id=617&catid=8

Les risques agricoles désormais assurés

African Global News, 27 octobre 2008

Un sujet rarement abordé : "l'assurance agricole". L'assurance agricole est l'une des assurances les plus complexes du monde, compte tenu de la dépendance du secteur agricole de plusieurs facteurs exogènes dont les aléas climatiques. L'État sénégalais a créé la Société nationale d'assurance agricole, fruit d'un partenariat public - privé qui va démarrer incessamment. L'État, pour mieux soutenir le projet, s'engage à supporter la moitié des primes d'assurance sous forme de subvention.

<http://www.africanglobalnews.com/spip.php?article5870>

Protection sociale

Systèmes de protection sociale

Rural 21, volume 13 - 2008

Dans ce numéro, vous trouverez différents articles sur le thème de la protection sociale et de la sécurité sociale : par exemples, la position et l'expérience de la Banque mondiale et de la coopération allemande sur ce sujet, une expérience de couverture sociale pour les personnes handicapées en Tanzanie...

<http://www.rural21.com/archive2008-01fr.html>

Organisations paysannes

Renforcement des organisations économiques paysannes pour une insertion favorable et juste des petits paysans sur les marchés

AVSF, 2008

Ce texte de référence institutionnel cherche à exprimer de manière synthétique, claire et simple la lecture qu'Agronomes et Vétérinaires sans frontières (AVSF) a de la réalité paysanne, et les principes stratégiques et méthodologiques fondamentaux qu'elle applique dans l'objectif d'atteindre une insertion plus favorable et juste des petits paysans au sein de filières « alternatives » ou conventionnelles. Un document illustré de cas concrets.

http://www.avsf.org/fr/article.php?rub_id=23&art_id=1385

Circuits courts

Les AMAP : Contractualisation entre producteurs et associations de consommateurs

Une AMAP (Association de maintien de l'agriculture paysanne) est une association de consommateurs qui passent des contrats avec un producteur et où sont valorisés des relations de proximité : proximité dans l'espace (les produits ne parcourent pas 2000 km entre producteur et consommateurs) ; proximité humaine (le producteur et les consommateurs se connaissent) ; proximité dans le temps (on mange des légumes de saison) ; transparence entre producteur et consommateurs (discussion sur les productions et leurs prix) ; préfinancement de la récolte ; le tout cadré par une charte d'une agriculture à taille humaine et de qualité. Un système malin qui a fait son chemin au Japon (quand des femmes voulaient s'assurer de produits non pollués pour leurs familles), en Allemagne/Suisse (années 70), aux États-Unis (années 80), au Canada et au Royaume-Uni (années 90) et en France (2001). En Afrique, il y aurait des velléités au Mali ? Des ajustements sûrement nécessaire au contexte local mais une affaire à suivre.

en texte : http://www.amap-idf.org/index.php?option=com_content&task=view&id=338&Itemid=254

en image : http://www.dailymotion.com/video/x5aeoq_amap-nouveaux-mondes_lifestyle (Vidéo 4 minutes)

Online contributions - English

West Africa: Common External Tariff - Region Adopts 5th Band

allAfrica.com, 4 novembre 2008

An extra band (5th) request made by Nigeria on the ECOWAS Common External Tariff (CET) has been adopted by the West African Ministers of Trade and Finance.

<http://allafrica.com/stories/200811061044.html>

Veille coordonnée par l'équipe d'Inter-réseaux.

Remerciements au réseau des veilleurs en ligne.

Prochains thèmes spéciaux programmés : Agrocarburants (fin décembre 2008)

Et bien sûr, chaque mois, un bulletin de veille général...

Si vous avez des ressources intéressantes, n'hésitez pas à les partager :

Écrivez nous à veille@inter-reseaux.org

Vous êtes plus de 6000 abonnés à nous lire !

Merci de penser à nous signaler si vous publiez ce bulletin de veille sur votre site internet.

Vous pouvez vous inscrire sur le site d'Inter-réseaux (formulaire en bas à gauche sur la page d'accueil du site).

Vous pouvez rechercher sur le site d'Inter-réseaux toutes les références parues dans les bulletins de veille, par thématique.

A voir sur <http://veille.inter-reseaux.org> (menu déroulant à droite "choisir thème").

Inter-réseaux, décembre 2008.



Avec le soutien de :